



Maître d'ouvrage

Communauté de communes du
Pays de Craon
1 rue Buchenberg
BP 71
53400 CRAON



Révision du zonage d'assainissement des
eaux usées de la commune de Méral

Rapport de présentation

Janvier 2019

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION.....	4
2	CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE.....	7
2.1	SITUATION GEOGRAPHIQUE	7
2.2	MILIEU NATUREL	7
2.2.1	Topographie et bassins versants.....	7
2.2.2	Géologie.....	8
2.2.3	Exploitation et alimentation en eau potable.....	8
2.2.4	Contraintes d'environnement	8
2.2.5	Cartographie des zones inondables et des zones humides	9
2.3	LE MILIEU RECEPTEUR	9
2.3.1	Réseau hydrographique.....	9
2.3.2	Rappel réglementaire : La DCE.....	11
2.3.3	Le SDAGE Loire Bretagne.....	12
2.3.4	Le SAGE Vilaine.....	16
2.3.5	Le SAGE de l'Oudon	17
2.3.6	Qualité des eaux superficielles	18
2.4	RAPPEL DE L'ETUDE DE ZONAGE DE 2004	19
3	SITUATION ACTUELLE	21
3.1	Démographie et urbanisation.....	21
3.1.1	Population – habitat.....	21
3.1.2	Urbanisation	24
3.2	Situation de l'assainissement collectif	25
3.2.1	Station d'épuration	25
3.2.2	Réseau.....	27
3.2.3	Filière Boues	27
3.2.4	Travaux réalisés sur le réseau	27
3.2.5	Redevances en vigueur	28

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 1

3.3	Situation de l'assainissement non collectif.....	29
4	ETAT DES LIEUX	31
4.1	Etat de fonctionnement des Assainissements Non Collectifs sur les zones d'étude à partir des données du SPANC	31
4.2	Le niveau de contraintes parcellaires sur les zones d'étude.....	32
5	BASE DE CALCUL POUR L'ETUDE TECHNICO-ECONOMIQUE COMPARATIVE	35
5.1	Coût de référence pour l'assainissement collectif	35
5.2	Coût de référence pour l'assainissement non collectif	36
6	ESTIMATION DE LA REHABILITATION DES ASSAINISSEMENTS NON COLLECTIFS SUR LES ZONES D'ETUDE	36
7	ESTIMATION DE LA MISE EN PLACE D'UN ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR LES ZONES D'ETUDE	37
7.1	Les Mothès	38
7.2	Calcul d'incidence sur le prix de l'eau pour Les Mothès.....	39
7.3	Comparaison économique collectif-non collectif	40
8	MISE A JOUR DU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT.....	41
8.1	SYNTHESE DE LA SITUATION ACTUELLE	41
8.2	DETERMINATION DU ZONAGE	42
8.3	RESEAU PLUVIAL	42
9	AVERTISSEMENT	43
9.1	Les usagers relevant de l'assainissement collectif	44
9.2	Les usagers relevant de l'assainissement non-collectif.....	45
10	ANNEXE 1 : PRINCIPES GENERAUX DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	48

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 2

10.1	PRESCRIPTIONS COMMUNES	48
10.1.1	Règles d'implantation des dispositifs de traitement	48
10.1.2	Exécution des travaux et mise en œuvre des dispositifs.....	48
10.2	TRAITEMENT PRIMAIRE	49
10.3	TRAITEMENT SECONDAIRE	50

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 3

1 INTRODUCTION

Une première étude de zonage a été réalisée en 2005. Cette étude permettait de définir les secteurs relevant de l'assainissement collectif et ceux restant en assainissement non collectif. Le hameau des Mothés situé au sud/ouest du Bourg avait été intégré dans le périmètre collectif. Une étude technico-économique comparative a été réalisée pour valider ou non le maintien de ce hameau dans le périmètre collectif.

La collectivité a lancé la révision de son Plan Local d'Urbanisme, il est donc nécessaire de modifier le plan de zonage d'assainissement pour mettre en cohérence les deux documents.

La Communauté de Communes du Pays de Craon a repris la compétence assainissement et devient par conséquent le Maître d'Ouvrage de cette étude. La Communauté de Communes du Pays de Craon assiste donc la commune de Méral pour finaliser cette étude et valider par la procédure d'enquête publique.

Une nouvelle délibération devra donc être prise pour valider le nouveau périmètre collectif.

Ce nouveau dossier se compose des chapitres suivants :

- les données caractéristiques de la commune,
- un rappel de l'ancienne étude de zonage de 2005,
- une actualisation des données démographiques, une présentation des projets d'urbanisation et une synthèse de la situation de l'assainissement collectif et non collectif,
- une étude comparative sur le hameau des Mothès,
- le projet de plan de zonage qui sera accompagné de la délibération fixant le périmètre du nouveau zonage d'assainissement.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 4

CADRE JURIDIQUE

Les communes ont l'obligation de délimiter sur leur territoire les zones relevant de « l'assainissement collectif » et les zones relevant de « l'assainissement non collectif » ainsi que les zones dans lesquelles des mesures doivent être prises en raison de problèmes liés à l'écoulement ou à la pollution des eaux, en application de l'Article L 2224-10 du Code général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T).

Article L. 2224-10 du C.G.C.T.

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ces zones sont délimitées après Enquête Publique, selon les dispositions des Articles R 2224-6 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales.

L'Enquête Publique préalable à la définition des zones d'assainissement est précisée par l'Article R 2224-8 Code général des Collectivités Territoriales.

« Art. R. 2224-8. - L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le Maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement

La procédure mise en œuvre pour l'Enquête Publique a été modifiée par le décret N°2011-2018 du 29 Décembre 2011 portant sur la réforme de

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 5

l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement avec une entrée en vigueur au 1^{er} Juin 2012.

D'autre part, la législation et la réglementation afférentes à la procédure et au déroulement des enquêtes publiques relevant du code de l'environnement ont fait l'objet de modifications récentes et substantielles (ordonnance 2016.1060 du 3 août 2016 et décret 2017.626 du 25 avril 2017) ayant trait notamment à la dématérialisation de ces enquêtes.

Le décret détermine la procédure ainsi que le déroulement de l'enquête publique prévue par le code de l'environnement.

A ce titre :

- il encadre la durée de l'enquête, dont le prolongement peut désormais être de trente jours ;
- il facilite le regroupement d'enquêtes en une enquête unique, en cas de pluralité de maîtres d'ouvrage ou de réglementations distinctes
- il fixe la composition du dossier d'enquête, lequel devra comporter, dans un souci de cohérence, un bilan du débat public ou de la concertation préalable si le projet, plan ou programme en a fait l'objet. En plus des possibilités antérieures de consultation du dossier d'enquête et compte tenu de l'évolution de la réglementation, il est nécessaire désormais de permettre au public de consulter, à distance, l'intégralité de ce document, en version numérique, pendant toute la durée de l'enquête. De la même manière, à partir d'un poste informatique, le public doit pouvoir communiquer ses observations ou propositions par courriel, prendre connaissance des courriels déjà reçus ainsi que des mentions portées au registre « papier », voire des courriers adressés au commissaire enquêteur (à agraffer dans le registre papier et à scanner pour joindre au registre dématérialisé).
- il précise les conditions d'organisation, les modalités de publicité de l'enquête ainsi que les moyens dont dispose le public pour formuler ses observations, en permettant, le cas échéant, le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication
- il autorise la personne responsable du projet, plan ou programme à produire des observations sur les remarques formulées par le public durant l'enquête
- il facilite le règlement des situations nées de l'insuffisance ou du défaut de motivation des conclusions du commissaire enquêteur

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 6

en permettant au président du tribunal administratif, saisi par l'autorité organisatrice de l'enquête ou de sa propre initiative, de demander des compléments au commissaire enquêteur ;

- il améliore la prise en considération des observations du public et des recommandations du commissaire enquêteur par de nouvelles procédures de suspension d'enquête ou d'enquête complémentaire ;
- il définit enfin les conditions d'indemnisation des commissaires enquêteurs et introduit, dans un souci de prévention du contentieux, un recours administratif préalable obligatoire à la contestation d'une ordonnance d'indemnisation d'un commissaire enquêteur.

2 CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE

2.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Méral est située dans le département de la Mayenne à 30 kilomètres au sud/ouest de Laval et est intégrée à la communauté de communes du Pays de Craon qui regroupe 36 autres communes. Le territoire communal, d'une superficie de 2950 hectares, est bordé par 8 communes.

2.2 MILIEU NATUREL

2.2.1 Topographie et bassins versants

La commune de Méral est traversée par l'Oudon. Le relief est vallonné avec des pentes plus marquées au niveau de la vallée de l'Oudon.

Le point culminant se situe au nord/ouest de la commune au niveau du lieu-dit « Les Hariraies » avec une altitude de 103 mètres et le point bas au niveau de la vallée de La Mée en limite sud/ouest de la commune avec une altitude de 60 mètres.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 7

2.2.2 Géologie

La commune de Méral repose essentiellement sur des formations du Briovérien constituées de siltites et d'argilites plus ou moins altérées ainsi que de grès complètement argilisés.

Les hauts des reliefs sont masqués par des formations éoliennes constituées de limons de plateaux et de limons lœssiques. Des colluvions de versants indifférenciées constituées de limons argilo-sableux ou sablo-argileux occupent les coteaux de quelques vallées. Le fond des vallées est comblé par des alluvions récentes.

Ces informations proviennent du site Info Terre du BRGM et de la carte géologique N° 355 Cossé le Vivien échelle : 1/50000°.

2.2.3 Exploitation et alimentation en eau potable

Il n'existe pas de captage destiné à l'alimentation en eau potable sur le territoire communal. L'alimentation en eau potable est assurée par le SIAEP de Livré la Touche qui regroupe 12 communes. L'eau provient du captage de l'Eperonnière commune de Livré la Touche et du captage des Chaintres commune de Ballots. Le nombre d'abonnés en 2015 était de 3553 dont 541 pour Méral. La consommation était de 423 908 m³ dont 60 935 m³ pour Méral.

Le volume produit était de 369 342 m³ et le volume acheté au Syndicat Mixte de Renforcement du Sud/Ouest Mayenne était de 431 391 m³. Le réseau est constitué de 479,25 kilomètres de canalisation et de deux réservoirs : un de 300 m³ sur Méral et de 3000 m³.

2.2.4 Contraintes d'environnement

Le site internet de la DREAL des Pays de la Loire ne recense ni inventaire ni mesures de protection sur cette commune.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 8

2.2.5 Cartographie des zones inondables et des zones humides

La commune de Méral n'est pas concernée par un Plan de Prévention aux Risques d'Inondation (PPRI).

L'inventaire des zones humides a été réalisé sur la commune. Une carte page suivante présente la délimitation :

- des zones humides diagnostiquées,
- des zones humides type Loi sur l'Eau dont l'inventaire a été réalisé en 2018.

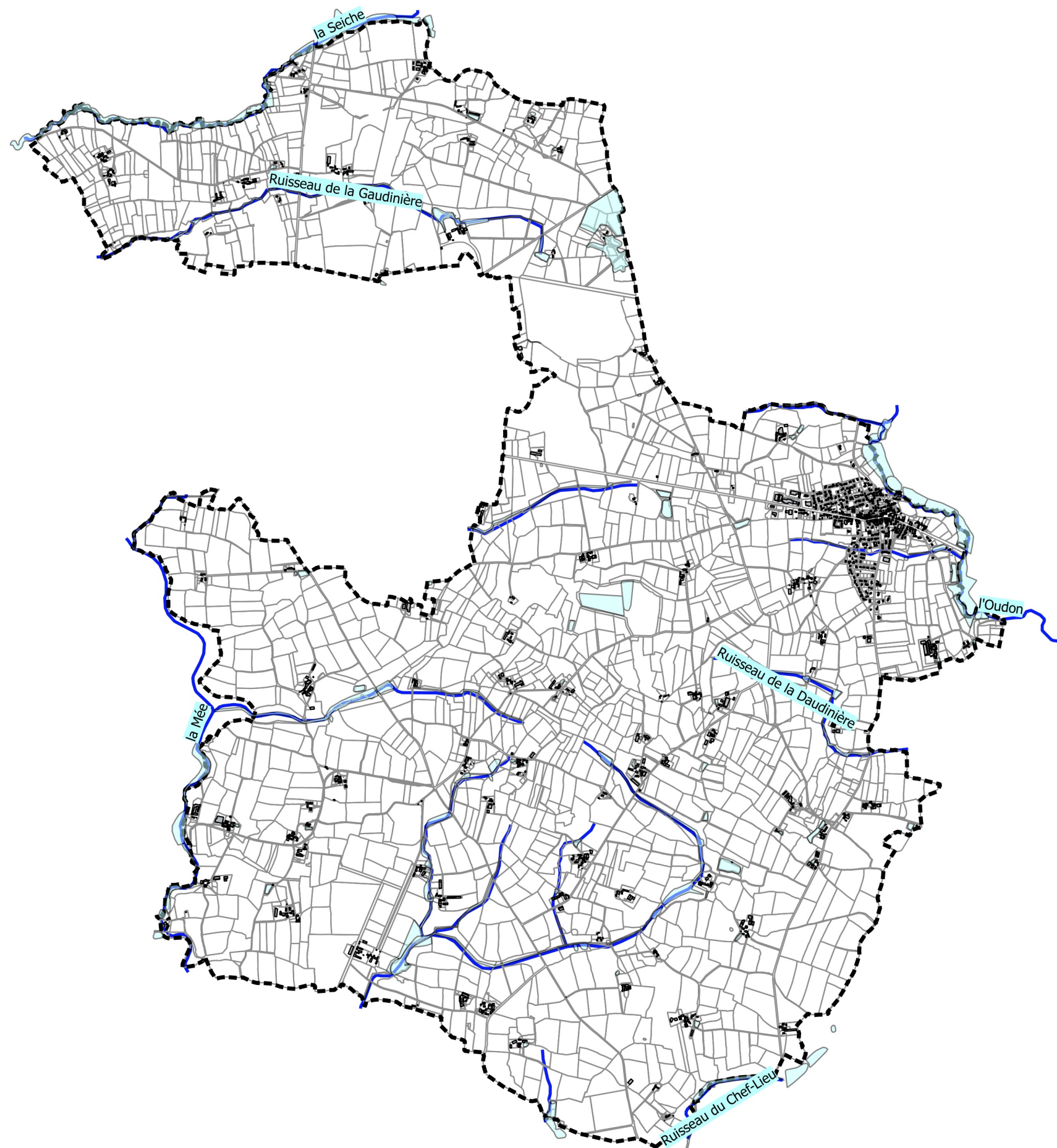
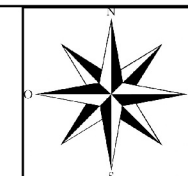
2.3 **LE MILIEU RECEPTEUR**

2.3.1 Réseau hydrographique

La commune de Méral est drainée par de nombreux cours d'eau :

- A l'Est par l'Oudon,
- Au sud/Est par le ruisseau de la Daudinière affluent rive droite de l'Oudon,
- Au Sud/Ouest par le ruisseau de la Mée et son affluent rive gauche le ruisseau du Chef-Lieu,
- Au Nord/Ouest par la Seiche et son affluent rive gauche le ruisseau de la Gaudinière.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 9



Légende

 Zones humides diagnostiquées

Maître d'ouvrage : Communauté de communes du
Pays de Craon

Opération :

**Révision du zonage d'assainissement des
eaux usées de la commune de Méral**

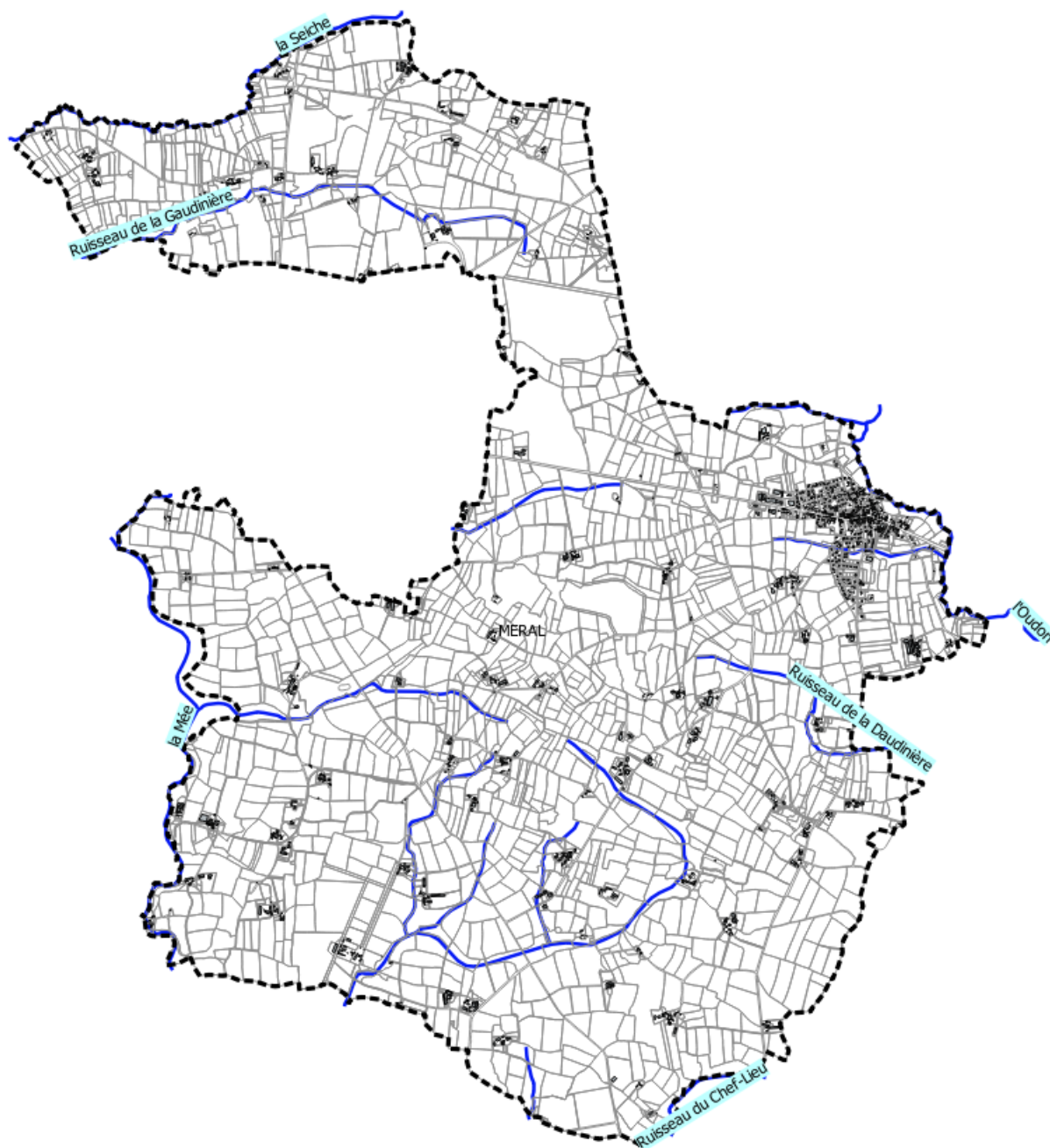


EF Etudes
4, rue Galilée
BP 4114
44341 BOUGUENAIS
Tél : 02 51 70 67 50
Fax : 02 51 70 62 85
www.ef-etudes.fr

Plan de délimitation des zones humides

Echelle : 1:35 000

Janvier 2019



Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 10

2.3.2 Rappel réglementaire : La DCE

La **Directive Cadre sur l'Eau** du 23 octobre 2000 (directive 2000/60) vise à donner une cohérence à l'ensemble de la législation avec une politique communautaire globale dans le domaine de l'eau. Elle définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grand bassin hydrographique au plan européen avec une perspective de développement durable.

La DCE fixe des objectifs pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles (eaux douces et eaux côtières) et pour les eaux souterraines. L'objectif général est d'atteindre d'ici à 2015 le bon état des différents milieux sur tout le territoire européen.

Les grands principes de la DCE sont :

- une gestion par bassin versant ;
- la fixation d'objectifs par « masse d'eau » ;
- une planification et une programmation avec une méthode de travail spécifique et des échéances ;
- une analyse économique des modalités de tarification de l'eau et une intégration des coûts environnementaux ;
- une consultation du public dans le but de renforcer la transparence de la politique de l'eau.

La Directive Cadre sur l'Eau identifie les différentes catégories de masses d'eau (ME) et fixe des délais pour l'atteinte du bon état. L'identification des différentes masses d'eau ainsi que l'échéance à laquelle le bon état doit être atteint sont fixées dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 11

Techniquement, le bon état des eaux est atteint quand :

- Pour les eaux de surface (cours d'eau, plan d'eau, estuaire et eau côtière), l'état écologique et l'état chimique sont bons,
- Pour les eaux souterraines, l'état quantitatif et l'état chimique sont bons.

Le bon état écologique correspond au bon fonctionnement des écosystèmes du milieu aquatique. La qualité écologique se base sur l'étude de différents paramètres :

- Les paramètres biologiques (algues, invertébrés, poissons, ...),
- Les paramètres physico-chimiques,
- Les éléments de qualité hydromorphologique soutenant la biologie, pour les masses d'eau en très bon état.

L'état chimique dépend de la présence, en plus ou moins grande quantité, de substances prioritaires ou dangereuses ayant un impact notoire sur l'environnement.

2.3.3 Le SDAGE Loire Bretagne

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) est un document de planification dans le domaine de l'eau. Il définit, pour une période de six ans (2016 – 2021), les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le bassin Loire-Bretagne. Il est établi en application des articles L.212-1 et suivants du code de l'environnement.

Le Sdage est l'outil principal de mise en œuvre de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau dite directive cadre sur l'eau (DCE), transposée en droit interne par la loi n°2004-338 du 21 avril 2004. La DCE affiche une grande ambition environnementale en fixant pour objectif emblématique le bon état des eaux en 2015.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 12

Les chapitres du Sdage 2016-2021 sont organisés en réponse aux quatre questions importantes.

La qualité de l'eau	<p>2 – réduire la pollution par les nitrates</p> <p>3 – réduire la pollution organique et bactériologique</p> <p>4 – maîtriser et réduire la pollution par les pesticides</p> <p>5 – maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses</p> <p>6 – protéger la santé en protégeant la ressource en eau</p> <p>10 – préserver le littoral</p>
Milieux aquatiques	<p>1 – repenser les aménagements de cours d'eau</p> <p>8 – préserver les zones humides</p> <p>9 – préserver la biodiversité aquatique</p> <p>10 – préserver le littoral</p> <p>11 – préserver les têtes de bassin versant</p>
Quantité	7 – maîtriser les prélèvements d'eau
Gouvernance	<p>12 – faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques</p> <p>13 – mettre en place des outils réglementaires et financiers</p> <p>14 – informer, sensibiliser, favoriser les échanges</p>

Deux modifications de fond complètent des objectifs :

- Le rôle des commissions locales de l'eau est renforcé
- L'adaptation au changement climatique

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 13

Quatorze chapitres présentent les orientations et les dispositions du SDAGE. De ces 14 chapitres, nous avons extraits ceux qui concernent plus particulièrement l'assainissement :

Chapitre 3 : Réduire la pollution organique et bactériologique

3A : Poursuivre la réduction des rejets directs des polluants organiques et notamment du phosphore

- 3A-1 : De poursuivre la réduction des rejets ponctuels de phosphore,
- 3A-2 : Le renforcement de l'auto-surveillance des rejets par les propriétaires ou exploitants des stations d'épuration,
- 3A-3 : De favoriser le recours à des techniques rustiques d'épuration (lagunes et filtres plantés de roseaux à écoulement vertical) pour les ouvrages de faible capacité,
- 3A-4 : L'élimination du phosphore à la source,

3B : Prévenir les apports de phosphore diffus,

- 3B-1 : De réduire les apports et les transferts de phosphore diffus à l'amont de 22 plans d'eau prioritaires,

3C : Améliorer l'efficacité de la collecte des effluents,

- 3C-1 : Un diagnostic des réseaux,
- 3C-2 : Une réduction de la pollution des rejets par temps de pluie,

3D : Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée,

- 3D-1 : La prévention du ruissellement et de la pollution dans le cadre des aménagements,
- 3D-2 : De réduire les rejets d'eau de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales,
- 3D-3 : De traiter la pollution des rejets d'eaux pluviales pour les nouveaux ouvrages,

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 14

3E : Réhabiliter les installations d'assainissement non-collectif non conformes,

- 3E-1 : L'identification de zones à enjeu sanitaire pour lesquelles la collectivité précise les travaux à réaliser sur les installations non conformes,
- 3E-2 : Des prescriptions techniques par les collectivités vis-à-vis des performances épuratoires sur le paramètre microbiologie,

Chapitre 5 : Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses

5A : Poursuivre l'acquisition et la diffusion des connaissances,

5B : Réduire les émissions en privilégiant les actions préventives,

- 5B-1 : Des objectifs de réduction des émissions de substances dangereuses d'intérêt pour le bassin Loire-Bretagne,
- 5B-2 : La recherche de substances dangereuses dans les boues d'épuration, avec identification des origines au cas où elles sont détectées,

5C : Impliquer les acteurs régionaux, départementaux et les grandes agglomérations,

- 5C-1 : Un volet «substances toxiques » dans les règlements des services d'assainissement des collectivités de plus de 10 000 équivalents-habitants,

Chapitre 6 : Protéger la santé en protégeant la ressource en eau

6F : Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignade et autres usages sensibles en eaux continentales et littorales

- 6F-1 : L'actualisation régulière des profils de baignade et l'information du public

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 15

- 6F-2 : La définition de mesures visant à accroître le nombre de sites de baignade qui évoluent d'une qualité « suffisante » vers une qualité « excellente » ou « bonne »
- 6F-3 : La réalisation d'un bilan des actions mises en œuvre à la fin de chaque saison estivale pour les sites de baignade classés en qualité « insuffisante »
- 6F-4 : Des analyses de cyanobactéries pour les baignades continentales en cas d'observation d'efflorescences algales

Chapitre 10 : Préserver le littoral

10A : Réduire significativement l'eutrophisation des eaux côtières et de transition

10B : Limiter ou supprimer certains rejets en mer

10B-3 : La recherche d'alternatives aux rejets d'effluents dans les eaux littorales

10C : Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux de baignade

10D : Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones conchylicoles et de pêche à pied professionnelle

10E : Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones de pêche à pied de loisir.

2.3.4 Le SAGE Vilaine

Le Sage a été approuvé par arrêté préfectoral le 2 juillet 2015. Il concerne 10 000 km² de territoire, 12 600 km de cours d'eau, 527 communes, deux régions Bretagne et Pays de la Loire et 6 départements.

Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) précise les 210 dispositions et les 45 orientations de gestion regroupées en 14 chapitres.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 16

Le règlement du SAGE Vilaine édicte ainsi 7 articles :

- Article 1 : Protéger les zones humides de la destruction,
- Article 2 : Interdire l'accès direct du bétail au cours d'eau,
- Article 3 : Interdire le carénage sur la grève et les cales de mise à l'eau non équipées,
- Article 4 : Interdire les rejets dans les milieux aquatiques des effluents souillés des chantiers navals et des ports,
- Article 5 : Interdire le remplissage des plans d'eau en période d'étiage,
- Article 6 : Mettre en conformité les prélèvements,
- Article 7 : Création de nouveaux plans d'eau de loisir.

2.3.5 Le SAGE de l'Oudon

Le Sage a été approuvé par arrêté préfectoral le 8 janvier 2014. Il concerne 96 communes, deux régions Bretagne et Pays de la Loire et 4 départements.

Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) précise les objectifs suivants :

- Stabiliser le taux d'auto-approvisionnement en eau potable et reconquérir la qualité des ressources locales,
- Restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques,
- Gérer quantitativement la ressource en période d'étiage,
- Limiter les effets dommageables des inondations,
- Reconnaître et gérer les zones humides, les plans d'eau et les aménagements fonciers de façon positive pour l'eau,
- Mettre en cohérence la gestion de l'eau et les politiques publiques du bassin de l'Oudon

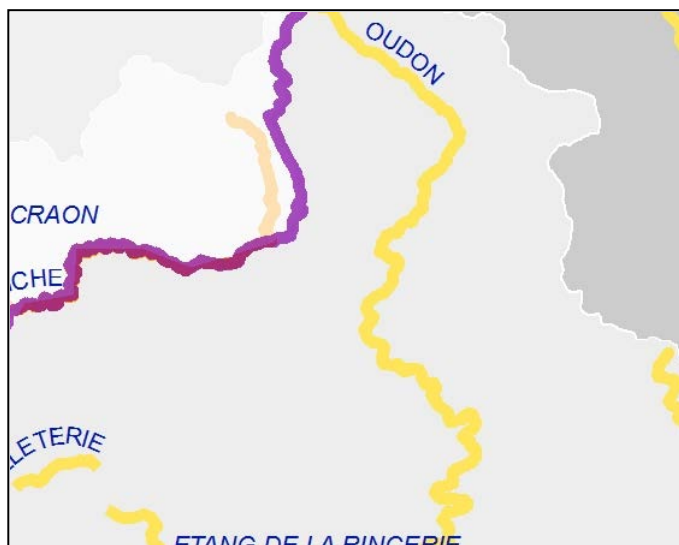
Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 17

2.3.6 Qualité des eaux superficielles

La commune est drainée par des ruisseaux dont les exutoires principaux sont l'Oudon et la Seiche. Un extrait de la cartographie de l'état écologique 2013 des cours d'eau (Agence de l'eau Loire-Bretagne) est présenté ci-dessous.

Cours d'eau					Niveau de confiance de l'état
Etat					
Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais	
					Élevé
					Moyen
					Faible

Echéances des objectifs	
	2015
	2021
	2027
	objectif moins strict



Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 18

L'état de la masse d'eau de L'Oudon de sa source jusqu'à Craon et de la Seiche de sa source jusqu'à l'Etang de Carcraon est la suivante :

Cours d'eau	Référence	Etat 2015		Niveau de confiance de l'Etat
L'Oudon	FRGR0602	Moyen		Elevé
La Seiche	FRGR0505	Médiocre		Elevé

Le SDAGE Loire Bretagne a fixé les objectifs suivants :

Cours d'eau	Référence	Etat écologique		Etat chimique		Etat Global	
L'Oudon	FRGR0504	Bon Etat	2027	Bon Etat	ND	Bon Etat	2027
La Seiche	FRGR0505	Bon Etat	2027	Bon Etat	ND	Bon Etat	2027

La commune de Méral est intégrée au SAGE de l'Oudon et à celui de la Vilaine par la Seiche.

2.4 **RAPPEL DE L'ETUDE DE ZONAGE DE 2004**

L'étude de zonage a été actualisée en 2004 lors de l'élaboration des documents d'urbanisme.

Trois secteurs d'étude avaient été étudiés : Les Mothés (4 habitations), la Touche Bidot (5 habitations) et une habitation située au nord du Bourg au lieu dit « l'Himalaya ».

L'aptitude des sols avait été déterminée. Pour les Mothés et la Touche Bidot, celle-ci était moyenne ou médiocre. Globalement, cinq profils avaient été déterminés :

- Sol peu profond (0,60 m) avec une forte hydromorphie dès 0,30 m,
 - o Sol profond (0,90 m) avec une forte hydromorphie dès 0,30 m,
 - o Sol moyennement profond (0,85 m) avec une hydromorphie à partir de 0,50 m,
 - o Sol moyennement profond (0,85 m) avec une hydromorphie moyenne à partir de 0,50 m ou forte à partir de 0,30 m,

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 19

- o Sol moyennement profond (0,85 m) avec une forte hydromorphie moyenne à partir de 0,30 m et des concrétions ferro manganiques,

Le substratum rocheux est essentiellement constitué de schistes, son altération forme des sols argileux peu favorables à l'infiltration. La filière préconisée était de type lit filtrant drainé vertical.

A partir de l'étude technico-économique comparative entre le maintien de l'assainissement non collectif et la mise en place d'un assainissement collectif, le choix sur les zones d'étude était le suivant :

- La touche Bidot : maintien en l'assainissement non collectif,
- Les Mothés : raccordement au réseau collectif,
- L'himalaya : raccordement au réseau collectif.

Un plan de zonage avait été établi en conséquence et validé par une délibération en date du 15 Septembre 2005.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 20

3 SITUATION ACTUELLE

3.1 Démographie et urbanisation

3.1.1 Population – habitat

Dans le cadre de l'étude de zonage, la démographie (et son évolution au cours du temps), est un facteur très important. Elle sert, en effet, de base à toute prospective de dimensionnement des ouvrages de collecte et de traitement des effluents.

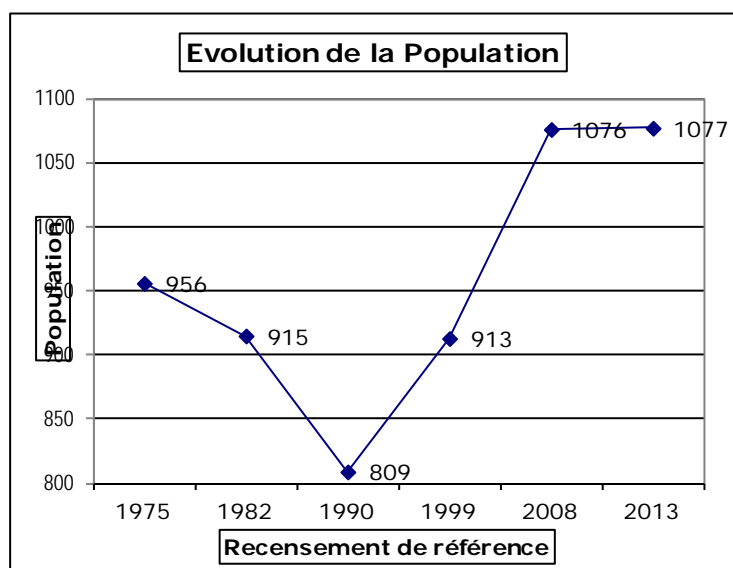
Les résultats des derniers recensements I.N.S.E.E. du secteur d'étude figurent dans les tableaux suivants.

Recensements			Densité (en hab/km ²) en 2013	Variation de la population 1999-2008	Variation de la population 2008-2013
1999	2008	2013			
913	1076	1077	36,5	163	1

La population est stable sur la période 2008/2013 après une très forte progression sur la période 1990/2008.

Population						
	1975	1982	1990	1999	2008	2013
PSDC	956	915	809	913	1076	1077

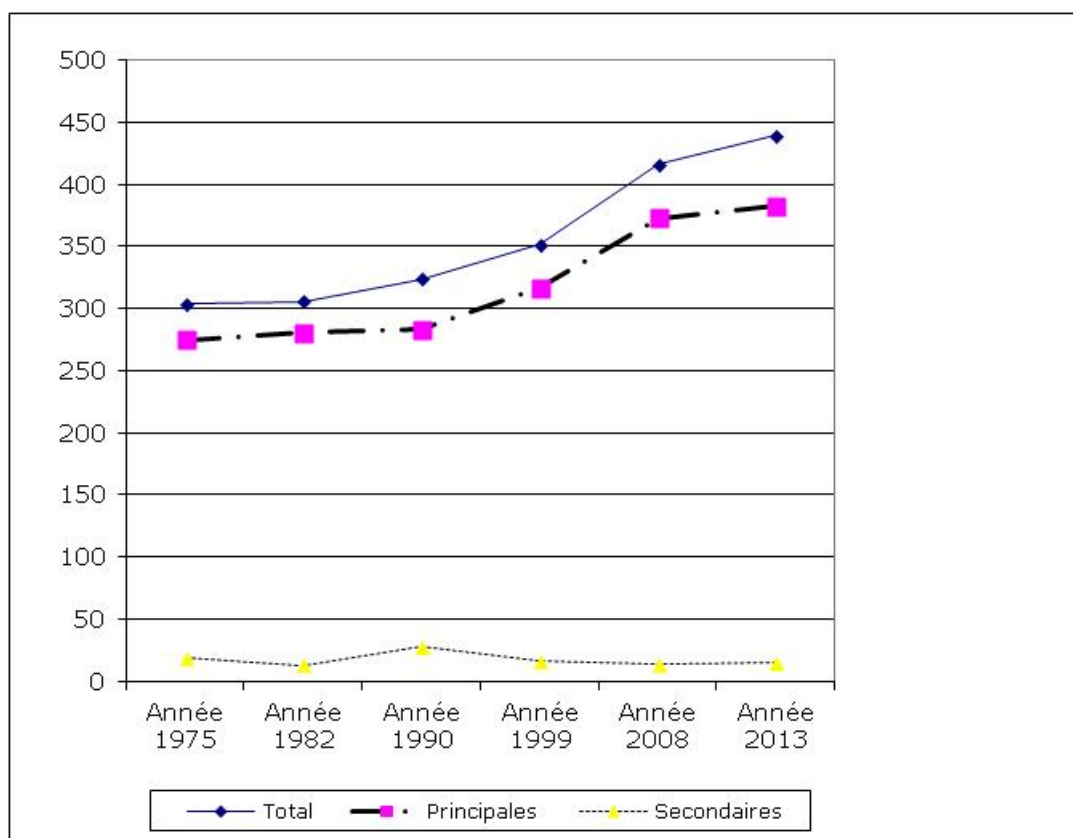
Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 21



Pour l'évolution du parc des logements, le nombre des logements vacants est en hausse. Par contre celui des résidences secondaires est stable depuis le recensement de 1999. Le nombre de résidences principales augmente ce qui explique l'évolution de la population.

Evolution du nombre de logements						
	1975	1982	1990	1999	2008	2013
Ensemble des logements	304	306	324	352	416	440
Résidences principales	275	281	283	317	373	383
Taux d'occupation	3,48	3,40	2,86	2,88	2,88	2,81
Résidences secondaires	19	13	28	16	14	15
Logements vacants	10	12	13	19	28	42

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 22



La densité de population était de 36,5 habitants par km² en 2013 alors que celle du département de la Mayenne était de 59,4. Pour ce qui concerne le taux d'occupation, celui-ci est de 2,81 occupants par logement pour une moyenne départementale de 2,33 en 2013.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 23

3.1.2 Urbanisation

La commune de Méral procède à l'élaboration d'un Plan Local d'urbanisme. Les projets d'urbanisation et les Orientations d'Aménagement et de Programmation définis dans le PLU sont les suivants :

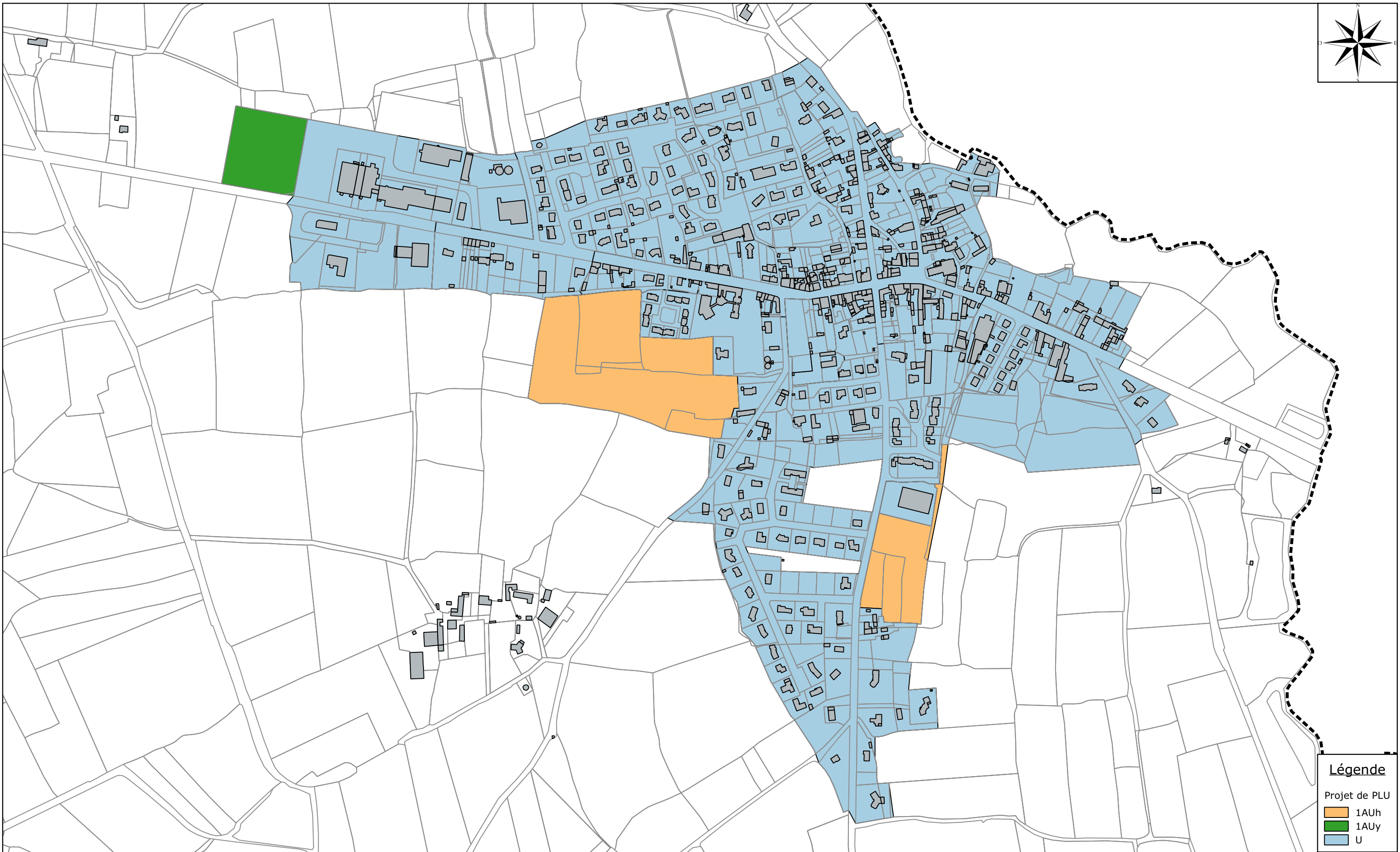
HABITAT			
Secteurs	Surface en hectare	Densité (logts/ha)	Nombre de logements
EXTENSION URBAINE HABITAT			
OAP n° 1 : Secteur d'extension Rue Victoire Brielle	4,5 ha (<i>un équipement sur 5 000m²</i>)	12	48
OAP n° 3b : Secteur d'extension Route de Livré	1,3 ha (<i>un équipement sur 3 000m²</i>)	12	12
Total			60
DENSIFICATION			
OAP n° 1 : Secteur d'extension Rue Victoire Brielle	0,35 ha	12	4
OAP n° 2 : Place du Buat et cœur d'ilot Chemin des Forges (densification)	0,62 ha	15	9
OAP n° 3a : Cœur d'ilot Rue du Maréchal Leclerc (densification)	0,91 ha	15	13
OAP n° 4 : la Suharderie (densification)	0,68 ha (1 000m ² espace vert)	10	6
Total			32
Total extension + densification			92
Nombre Equivalents Habitants			191
EXTENSION URBAINE ACTIVITES ECONOMIQUES			
Secteurs	Surface en hectare		
OAP n° 5 : Zone d'activités du Moulin à Vent	1,20 ha		
Total ha			1,2
Nombre Equivalents Habitants			24
Nombre d'Equivalents Habitants cumulés			215

Les ratios pris en compte pour l'estimation de la charge polluante en Equivalents Habitants sont les suivants :

- Taux d'occupation : 2,5 habitants par logement (ratio pris en compte dans le PADD du PLU),
- Nombre d'Equivalents Habitants par hectare de zone d'activités : 24,
- Coefficient correcteur adapté aux communes rurales : 0,83 Equivalent Habitant pour un habitant.

Un plan page suivante présente le projet de PLU.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 24



Légende

Projet de PLU

1AUh

1AUy

U

Maître d'ouvrage : Communauté de communes
du Pays de Craon

Opération :

**Révision du zonage d'assainissement des
eaux usées de la commune de Méral**



EF Etudes
4, rue Galilée
BP 4114
44341 BOUGUENNAIS
Tél : 02 51 70 67 50
Fax : 02 51 70 62 85
www.ef-etudes.fr

Délimitation des zones urbanisables et urbanisées

Echelle : 1:4 988

Janvier 2019

Le nombre de permis de construire pour des bâtiments à usage d'habitation sur la période 2012/2016 est le suivant :

Année	Nombre de permis de construire		
	PC en Assainissement Collectif	PC en Assainissement Non Collectif	Total
2012	10	0	10
2013	7	0	7
2014	18	0	18
2015	24	0	24
2016	16	0	16
Moyenne 2012/2016	15	0	15

3.2 Situation de l'assainissement collectif

3.2.1 Station d'épuration

La commune dispose d'une station d'épuration de type « Boues activées » avec une mise en service en 1996 (Code SANDRE 0453151S0001). La capacité nominale de l'ouvrage est de 1000 Equivalents Habitants soit 210 m³ par jour en hydraulique et 60 Kg de DBO5/jour en organique. Le rejet s'effectue dans l'Oudon. L'eau traitée est de bonne qualité et respecte les exigences réglementaires.

Le rappel des taux de charge sur les six dernières années est présenté dans le tableau ci-dessous.

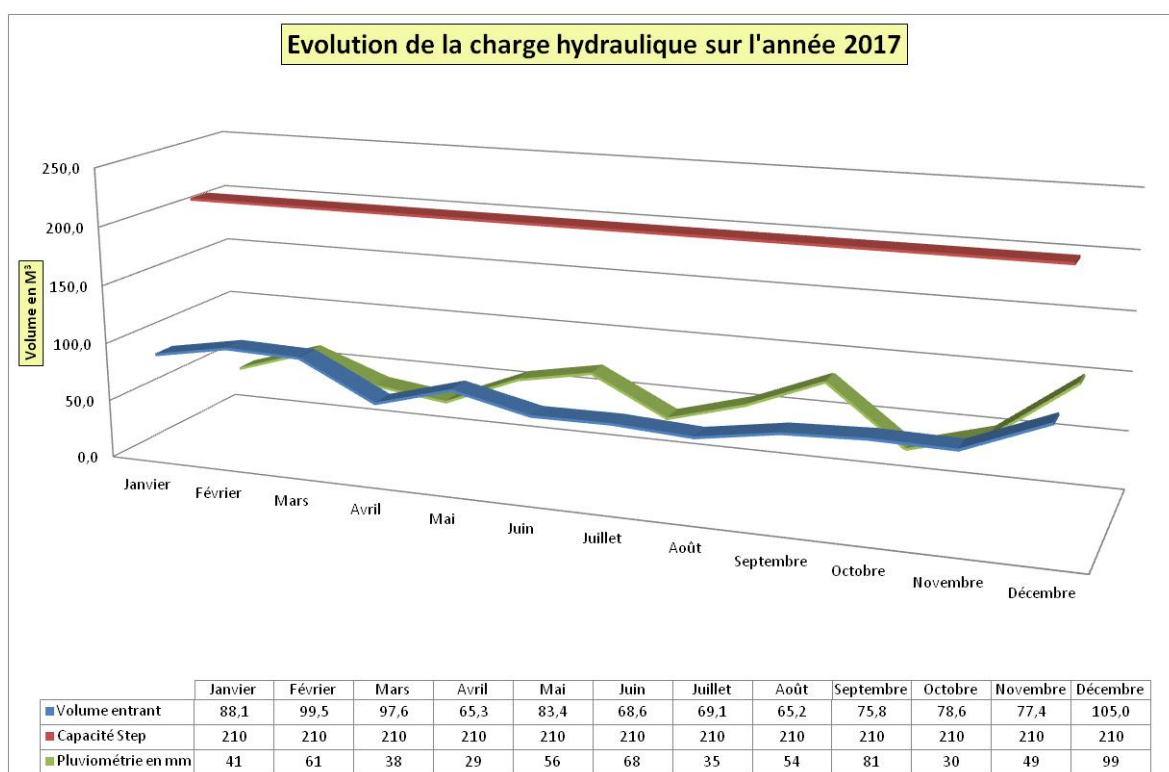
Station d'épuration	Méral			
Filière de traitement	Boues activées			
Capacité nominale	Equivalent Habitant	1000		
	Hydraulique en m ³	210		
	Organique en Kg de DBO5	60		
Année	Charge hydraulique moyenne		Charge organique moyenne	
	En m ³ /j	en %	en KG de DBO ₅ /j	en %
2013	198	94,30%	32,3	53,80%
2014	335	160,00%	51	85,00%
2015	148	70,60%	33	54,90%
2016	110	52,40%	30,8	51,40%
2017	117	55,50%	31,5	52,50%
2018	73	34,76%	27	45,00%

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 25

Pour 2018, les données ne sont pas complètement finalisées, c'est pourquoi les graphiques pages suivantes présentent la situation de l'année 2017.

Le nombre de branchements est de 331 pour un volume assujetti 2016 de 25 713 m³. L'estimation de la population raccordée en 2018 était de 778 habitants. On constate une baisse régulière du volume collecté à mettre en parallèle avec les travaux de réhabilitation réalisés sur le réseau. La station est équipée depuis 2016 d'un détecteur de surverse en tête de station, d'un débitmètre en sortie et d'une télésurveillance. Il sera donc possible de suivre l'évolution des débits entrants et sortants sur l'ouvrage en fonction des conditions climatiques. La situation pour 2018 indiquait une charge hydraulique de 34,76 % et une charge organique sur le paramètre DBO₅ de 45 %. L'eau traitée ne respecte pas les exigences réglementaires sur le paramètre phosphore (bilan du 2 mai 2017).

Pour l'année 2017, un graphique permet de suivre l'évolution de la charge hydraulique sur la station.



On observe une augmentation du volume en période de nappe haute, il reste donc des entrées d'eaux parasites sur le réseau et une variation du volume entrant en fonction de la pluviométrie. Il y a sans doute des mauvais branchements chez les particuliers et peut être sur des avaloirs publics. Des investigations pourraient localisées et déterminées ces dysfonctionnements.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 26

3.2.2 Réseau

Pour le réseau, celui de Méral a une longueur de 7438 mètres dont 7230 mètres en gravitaire et 253 mètres en refoulement. Les deux postes de relevage : le PR du Moulin et le PR de la zone d'activités, ne sont pas équipés de télésurveillance. Un plan page suivante localise le tracé du réseau d'assainissement actuel.

3.2.3 Filière Boues

Les boues extraites sont valorisées par épandage agricole. Pour 2017, 10,2 tonnes de matières sèches ont été valorisées, pour 9,28 tonnes en 2016.

3.2.4 Travaux réalisés sur le réseau

Un diagnostic de réseau a été réalisé en 1998 et concernait trois secteurs :

- La zone artisanale et le lotissement du moulin à vent,
- La maison de retraite, la rue François Veillon et le stade,
- Le centre Bourg.

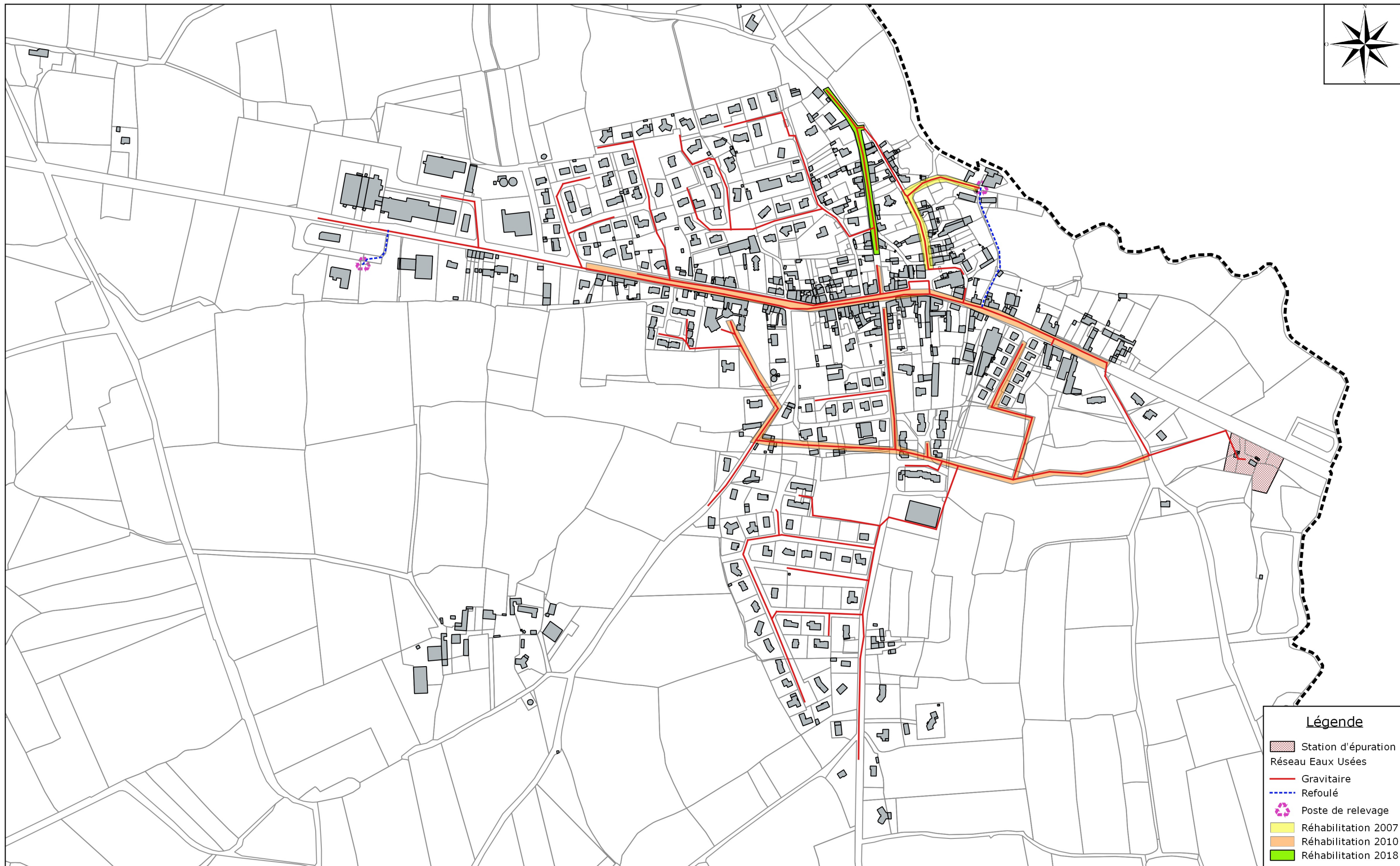
Des investigations en plus des mesures de charges avaient été réalisées sur ces trois secteurs. Une inspection caméra sur 1217 mètres avait permis d'établir un programme d'intervention.

En 2007, une première tranche de réhabilitation par changement de canalisation avait été réalisée sur la rue Médéric de Lancesseur et chemin du Moulin. Ces travaux ont consisté à un changement de canalisation par la pose de tuyauterie en PVC.

En 2010, des investigations caméra ont été réalisées avant de lancer une deuxième tranche de réhabilitation. Les secteurs concernés étaient les rues de Bretagne, du Maréchal Leclerc, de Livré la Touche et de la maison de retraite. Ces investigations ont permis d'établir un diagnostic précis et actualisé de la situation et d'établir le programme de réhabilitation.

Malgré ces travaux, le réseau restait sensible aux entrées d'eaux parasites d'origine météorite. Afin de réduire le volume d'eaux parasites collectées, des travaux ont été réalisés sur la période 2011-2012 en deux temps.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 27



Maître d'ouvrage : Communauté de communes
du Pays de Craon

Opération :

**Révision du zonage d'assainissement des
eaux usées de la commune de Méral**



EF Etudes
4, rue Galilée
BP 4114
44341 BOUGUENAIS
Tél : 02 51 70 67 50
Fax : 02 51 70 62 85
www.ef-etudes.fr

Plan du réseau Eaux Usées

Echelle : 1:5 000

Janvier 2019

Pour la priorité N°1, les secteurs étaient les suivants :

- Secteur amont de la station d'épuration (175 ml) et rue François Veillon (120 ml) : chemisage en continu des canalisations,
- Secteur du stade (280 ml) et rue du Frêne (130 ml) : changement de canalisation.

Pour la priorité N°2, les secteurs étaient les suivants :

- La Suarderie (40 ml) et rue de Bretagne (735 ml) : chemisage en continu des canalisations.

En 2018, le réseau de la rue Flandres Dunkerque a été réhabilité sur 311 mètres. Ces travaux permettent de réduire le volume des entrées d'eaux parasites.

3.2.5 Redevances en vigueur

Le montant des différentes redevances TTC au 1^{er} Janvier 2019 sont les suivantes :

- Montant de l'abonnement annuel : 36,21 €,
- Surtaxe assainissement : 0,80 € du m³,

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 28

3.3 Situation de l'assainissement non collectif

La communauté de communes du Pays de Craon a pris la compétence en matière d'assainissement non collectif le 23 Mai 2013.

Le nombre d'Assainissement Non Collectif (source **Rapport sur le Prix et la Qualité de Service 2016**) était de 3959 pour l'ensemble des 37 communes.

Pour 2016 à l'échelle de la CDC du Pays de Craon, les prestations effectuées étaient les suivantes :

- Contrôle de conception : 81,
- Contrôle de bonne exécution des travaux : 47,
- Vérification de fonctionnement et d'entretien : 330,
- Vérification de fonctionnement et d'entretien dans le cadre des ventes : 79,

Le détail pour Méral était le suivant :

- Vérification de fonctionnement et d'entretien : 63,
- Vérification de fonctionnement et d'entretien dans le cadre des ventes : 4,
- Contrôle de conception avec permis de construire : 1,
- Contrôle de conception sans permis de construire : 1,
- Contrôle de bonne exécution des travaux : 4.

Les installations conformes selon l'arrêté du 27 Avril 2012 étaient depuis la création du SPANC de 3078 sur 3778 installations contrôlées soit un taux de conformité de 81,47 %. Pour Méral, le nombre d'installations conformes était de 108 sur 128 contrôles soit 84,4 % de conformité.

Sur les 79 contrôles dans le cadre des ventes, 21 installations ont été jugées conformes.

Le nombre d'installations réhabilitées a été de 47 dont :

- traitement par le sol : 1,
- traitement sur sol reconstitué : 25,
- traitement avec dispositif agréé : 21.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 29

Pour 2016, la situation SPANC est la suivante :

Méral	Nombre d'ANC	Nombre d'ANC visités	Habitation non habitables	Non visités	Non conformes ac travaux sous 4 ans ou mise en demeure de faire des travaux	Pas de travaux à réaliser (sauf si vente pour certains)
	132	128	2	2	20	108

Les montants TTC des différentes redevances SPANC au 1^{er} Janvier 2017 sont les suivantes :

- contrôle de conception : 55 €,
- contrôle de réalisation : 192 €,
- contrôle de bon fonctionnement tous les 8 ans : 96 €,
- diagnostic lors de transactions immobilières : 96 €.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 30





4 ETAT DES LIEUX

Un seul secteur a fait l'objet d'une étude technico-économique, Il s'agit du hameau des Mothés constitué de quatre habitations.

4.1 Etat de fonctionnement des Assainissements Non Collectifs sur les zones d'étude à partir des données du SPANC

L'état de fonctionnement des assainissements non collectifs sur les zones d'étude a été réalisé en prenant l'état des lieux SPANC.

Quatre catégories sont distinguées par le SPANC :

	Absence de non conformité
	Défaut - Absence de non conformité
	Non conforme sans obligation de travaux
	Non conforme avec obligation de travaux

Quatre habitations sont concernées :

- Deux habitations ne nécessitent pas de travaux de réhabilitation.
- Une demande des travaux sous 4 ans ou en cas de vente,
- et la dernière est non conforme sans obligation de travaux. Pour cette dernière installation, il s'agit d'une installation comprenant une habitation, un camping et une brasserie. Cette installation rentre dans la catégorie des assainissements non collectifs supérieurs à 20 Equivalents Habitants. Pour le moment, il n'y a pas d'analyses permettant de connaître le fonctionnement des lagunes et donc la conformité de l'installation.

Un plan avec le projet de raccordement au réseau collectif est joint au dossier au niveau du paragraphe 7.1. Il permet de localiser les habitations, la situation SPANC et le niveau de contraintes parcellaires.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 31

4.2 Le niveau de contraintes parcellaires sur les zones d'étude

Pour actualiser les scénarios, une visite sur place a été effectuée permettant d'estimer le niveau de contrainte de réhabilitation des assainissements non collectifs des habitations concernées en tenant compte de la surface de la parcelle, de son accessibilité, de son aménagement, et de sa topographie. Des plans pages suivantes permettent de visualiser le niveau de contraintes par zones d'étude.

Pour réhabiliter les filières d'assainissement non collectif, plusieurs techniques peuvent être utilisées. On parle de filières celles ci peuvent être classées en deux groupes.

Le premier correspond aux filières dites classiques correspondant à celles autorisées avant l'arrêté du 7 septembre 2009. Ce groupe est constitué de filière utilisant le sol en place lorsque celui ci est apte à l'infiltration. Il s'agit des tranchées d'épandage souterrain à faible profondeur. L'inconvénient de cette filière est l'emprise nécessaire qui est d'environ 100 m². Ce groupe est aussi constitué de filière utilisant un sol reconstitué lorsque celui ci est inapte à l'infiltration des eaux traitées. Il s'agit des lits filtrants drainés verticaux qui sont constitués d'un massif de sable et de gravier. L'emprise est plus réduite environ 40 m² mais cette filière génère un rejet et nécessite parfois une pompe de relevage.

Le deuxième groupe correspond aux nouvelles filières qui se divisent en deux familles : les filières compactes et les micro stations. Pour les filières compactes celles ci sont composées d'une fosse toutes eaux et d'un traitement secondaire avec des matériaux : laine de roche, coco, écorce de pin,... La partie traitement étant concentrée sur un volume plus faible que le lit filtrant drainé vertical, l'emprise de cette filière est réduite. La surface nécessaire varie de 10 à 20 m². Ces filières génèrent un rejet et le fonctionnement nécessite ou pas une pompe de relevage.

Pour les filières de type micro station, il s'agit d'une station d'épuration de taille réduite nécessitant obligatoirement de l'énergie électrique pour





Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 32

alimenter soit un bulleur pour l'aération soit des pompes. De nombreuses techniques sont utilisées mais ces filières nécessitent toujours une source d'énergie électrique, demandent un entretien plus fréquent donc un coût de maintenance plus élevé, et ne conviennent pas pour un usage d'habitation secondaire. Enfin, ces filières génèrent un rejet. Cette technologie par contre est intéressante et adaptée aux habitations disposant de peu de surface pour implanter un système d'assainissement non collectif.

Pour les filières générant un rejet d'eaux traitées, il est obligatoire de prévoir un dispositif d'infiltration sur la parcelle.

La détermination des contraintes parcellaires consistent donc à déterminer en fonction des critères cités en tête de chapitre, les filières d'assainissement envisageables par habitation et les difficultés pour leur mise en place : accès, aménagement et surface. Le critère le plus contraignant étant la surface parcellaire disponible.

Quatre niveaux de contraintes sont distingués :

Contraintes parcellaires	
	Aucune contrainte
	Quelques contraintes
	Fortes contraintes
	Très fortes contraintes

- ▶ Aucune contrainte, il n'a pas été relevé de problème de surface parcellaire, d'accès et d'aménagement sur la parcelle. La filière d'assainissement envisageable sera classique : tranchées d'épandage si le sol est apte à l'épandage souterrain ou lit filtrant draine vertical si le sol est inapte à l'épandage souterrain (sol argileux).
- ▶ Quelques contraintes surtout liées à l'aménagement qu'il faut remettre en état lors des opérations de réhabilitation de l'assainissement non collectif. La filière d'assainissement envisageable sera classique comme précédemment mais c'est l'aménagement de la parcelle qui est contraignant : terrasse, allée goudronnée, plantation d'arbres et arbustes d'ornement.
- ▶ Fortes contraintes surtout liées à l'aménagement paysager plus conséquent et à l'accès. La filière d'assainissement envisageable

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 33

pourra être soit de type classique : lit filtrant draine vertical soit de type compact. La contrainte est liée à l'aménagement paysager de la parcelle mais aussi à l'accès des engins de terrassement.

- Très fortes contraintes liées surtout à l'accès et à la surface parcellaire disponible. La filière d'assainissement envisageable sera de type compact qui utilise une plus petite surface que les filières dites classiques. Pour cette catégorie, la contrainte est surtout liée à la surface disponible pour implanter la filière d'assainissement. Cette contrainte est souvent renforcée par des difficultés d'accès pour les engins de terrassement.

Le niveau de contrainte parcellaire est faible, deux habitations ne présentent pas de contrainte pour une opération de réhabilitation de la filière d'assainissement non collectif et les deux autres présentent quelques contraintes liées à l'aménagement. Les quatre habitations disposent d'une surface suffisante pour implanter une filière d'assainissement non collectif et ne présentent pas de difficultés d'accès à des engins de terrassement. Il n'y a donc aucune habitation classée en fortes et très fortes contraintes.

Un plan avec le projet de raccordement au réseau collectif est joint au dossier au niveau du paragraphe 7.1. Il permet de localiser les habitations, la situation SPANC et le niveau de contraintes parcellaires.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 34

5 BASE DE CALCUL POUR L'ETUDE TECHNIQUE- ECONOMIQUE COMPARATIVE

5.1 Coût de référence pour l'assainissement collectif

Afin d'estimer le coût des travaux permettant la mise en place d'un assainissement collectif avec ou sans unité de traitement, il est nécessaire de prendre des coûts moyens des différentes composantes de ce type d'opération. Le tableau ci-dessous liste les coûts unitaires suivants :

RESEAU		
	P.U.	Unité
Réseau gravitaire sous VC	110 €	ml
Réseau gravitaire sous RD	160 €	ml
Réseau gravitaire en terrain nu	90 €	ml
Réseau gravitaire sous VC avec surcoût rocher	175 €	ml
Réseau gravitaire sous RD avec surcoût rocher	221 €	ml
Réseau gravitaire sous RD avec surprofondeur	250 €	ml
Regards	750 €	u
Refoulement dans tranchée commune	35 €	ml
Refoulement dans tranchée propre	70 €	ml
Branchements	700 €	u
Fonçage sous voie SNCF au ml	625 €	ml
Fonçage sous RD	534 €	ml
Poste de relevage (capacité < 50 Eqh)	20 000 €	u
Poste de relevage (capacité comprise entre 50 et 100 Eqh)	35 000 €	u
Poste de relevage (capacité > 100 Eqh)	50 000 €	u
TRAITEMENT		
	P.U.	Unité
Station d'épuration inférieure à 250 EH	1 000 €	EH
Station d'épuration supérieure à 250 EH	800 €	EH

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 35

5.2 Coût de référence pour l'assainissement non collectif

La filière de base est dimensionnée pour une habitation de type 5 soit 3 chambres. Cette filière occupe une surface d'environ 100 m². Pour les habitations classées en Très Fortes contraintes, le surcoût est soit lié aux accès soit lié à la mise en place d'une filière compacte.

Le niveau de contrainte apporte une majoration au coût de la filière de base :

- ▶ Aucune contrainte : 8 000 € HT,
- ▶ Quelques contraintes : 9 500 € HT,
- ▶ Fortes contraintes : 11 000 € HT,
- ▶ Très fortes contraintes : 15 000 € HT.

Ces coûts moyens sont ceux d'une réhabilitation dans le cadre d'un marché avec une maîtrise d'œuvre publique lors d'opérations groupées.

6 ESTIMATION DE LA REHABILITATION DES ASSAINISSEMENTS NON COLLECTIFS SUR LES ZONES D'ETUDE

L'estimation de la réhabilitation concerne l'habitation classée en Non Conforme avec obligation de travaux.

Le coût de la réhabilitation de l'assainissement non collectif pour celle avec obligation de travaux est de 9 500 € HT,

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 36

7 ESTIMATION DE LA MISE EN PLACE D'UN ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR LES ZONES D'ETUDE

Les estimations ont été réalisées à partir des coûts de référence listés au paragraphe « 5.1 Coût de référence pour l'assainissement collectif » et à partir des critères financiers suivants :

- Une consommation moyenne annuelle par branchement : 90 m³,
- Abonnement : 36,21 €,
- Part variable au m³ : 0,80 €/m³.
- la Participation à l'Assainissement Collectif (PAC) : Sans objet €,
- Nombre d'abonnés : 331,
- Taux d'occupation : 2,5.

L'Agence de l'Eau Loire Bretagne finance les extensions de réseau et les créations de réseau/station sous réserve de deux conditions :

- Pour les stations, le projet doit être supérieur ou égal à 100 Equivalents Habitants,
- Pour les réseaux, la distance entre deux branchements doit être inférieure ou égale à 30 mètres en comptabilisant les réseaux gravitaires de collecte et les réseaux refoulés de transfert.

L'aide sous conditions est de 30 % du projet avec un coût plafond de 7600 € HT par branchement.

Le scénario de mise en place d'un assainissement collectif pour les Mothés est entièrement gravitaire. Un plan permettant de visualiser le tracé des réseaux projetés est présenté page suivante.

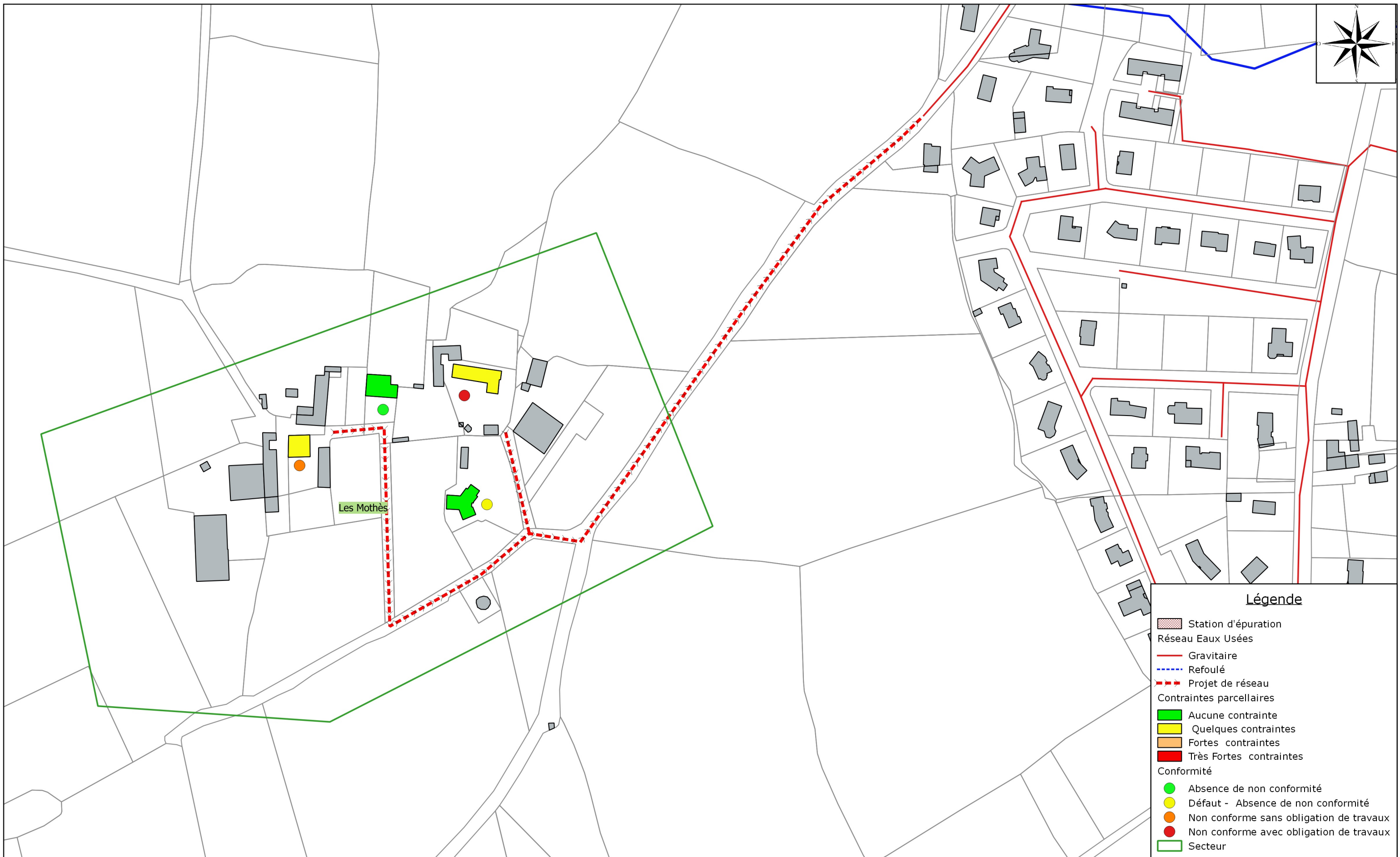
Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 37

7.1 Les Mothès

Habitations totales du secteur	4	Habitations du village non comptabilisées dans la comparaison collectif/autonome	0
Habitations qui peuvent être envisagées de raccorder au futur réseau collectif	4	Nombre d'équivalent Habitant pris en compte dans le dimensionnement de l'unité de traitement collectif	0
Ratio en (MI) : longueur de réseau par nombre de branchements	163	Branchements futurs pris en compte dans le dimensionnement	0

COLLECTIF				
	P.U.	Qté	Unité	Total H.T.
Réseau gravitaire sous VC	110,00	334	MI	36 740,00
Fonçage sous RD	534,00	318	MI	169 812,00
Réseau gravitaire sous terrain naturel	90,00	0	MI	0,00
Regards	750,00	10	Unité	7 500,00
Branchements	700,00	4	Unité	2 800,00
Refoulement dans tranchée commune	35,00	0	MI	0,00
Refoulement dans tranchée propre	70,00	0	MI	0,00
Poste de refoulement principal	50 000,00	0	Unité	0,00
Poste de refoulement secondaire	35 000,00	0	Unité	0,00
Poste de refoulement secondaire	20 000,00	0	Unité	0,00
	Total Réseau			216 852
Coût du réseau par branchement (honoraires, aléas et contrôles compris)				62 345
Unité de traitement	1000,00	0	EH	0
	Total Traitement			0
	Honoraires, aléas, contrôles		15,00%	32 528
	Total			249 380
	Coût par branchement			62 345
	Coût par Eqh			22 187

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 38



Maître d'ouvrage : Communauté de communes du Pays de Craon

Opération :

Révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Méral



EF études

EF Etudes
4, rue Galilée
BP 4114
44341 BOUGUENAIS
Tél : 02 51 70 67 50
Fax : 02 51 70 62 85
www.ef-etudes.fr

Projet de raccordement du hameau des Mothès

Echelle : 1:2 000

Janvier 2019

7.2 Calcul d'incidence sur le prix de l'eau pour Les Mothès

			Réseau	Station	Total
Coût Travaux (HT)			216 852	0	216 852
Maîtrise d'Œuvre		15%	32 528	0	32 528
Total Travaux H.T.			249 380	0	249 380
SUBVENTIONS SUR TRAVAUX H.T.					
Agence		35,00%	0,00		0
Agence		35,00%		0,00	0
TOTAL SUBVENTIONS					0
Reste à financer par la commune (H.T.) avant participations des particuliers					249 380
SIMULATION SUR LA REDEVANCE DES PARTICULIERS					
PFAC	Habs Existantes	0	Habs Existantes	4	0
	Habs Futures	0	Habs Futures	0	0
PARTICIPATION COMMUNALE		0	EMPRUNT COMMUNAL BRUT		249 380
	Taux (%)	5,00%	Durée (Années)		20
Coût Total		394 991	Annuité		19 750
Coût au branchement existant		4 937	Coût au m3 sur les bases actuelles		54,86
COUT DE FONCTIONNEMENT					
Fonctionnement et Entretien des Postes de Relèvement					696,36
Fonctionnement et Entretien de la Station d'Épuration					80,00
Entretien du réseau					43,20
M3 assainis par branchement				90,00	360,00
Coût de fonctionnement au m3 en euros / an					2,28
BUDGET RECAPITULATIF PAR USAGER					
			DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Remboursement annuel de la dette			4 937,39		-5 034,07
Abonnement forfaitaire				36,21	
Coût de fonctionnement annuel moyen			204,89		
Redevance moyenne annuelle				72,00	
Redevance par m3 d'eau consommée actuellement					0,8000
Redevance d'équilibre spécifique au projet présenté (au m3)					1,4727
Redevance complémentaire au m3 pour équilibrer le budget					0,6727

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 39

7.3 Comparaison économique collectif-non collectif

Un tableau synthétique permet de comparer les coûts de la réhabilitation des assainissements non collectifs Non Conforme avec obligation de travaux avec la mise en place d'un assainissement collectif pour les habitations concernées par le projet.

Secteur	Total des habitations	Habitations potentiellement à réhabiliter	Coût de la réhabilitation des Assainissements Non Collectifs	Coût moyen par installation	Habitations raccordées au projet de réseau	Longueur de réseau entre deux branchements	Coût des travaux d'assainissement collectif	Coût du réseau par branchement	Redevance complémentaire à la surtaxe assainissement
Les Mothès	4	1	9 500 €	9 500 €	4	163	249 380 €	62 345 €	0,6727 €

Le coût de raccordement de ce hameau au réseau collectif est très onéreux. Le ratio de longueur de canalisation par branchement (163 ml) est cinq fois supérieur au seuil d'exclusion de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne qui est de 30 mètres. Le coût par branchement est pratiquement 10 fois supérieur au coût plafond (7600 €) retenu par l'Agence de l'Eau Loire Bretagne. Une seule habitation serait concernée par une réhabilitation. Concernant l'installation regroupant le camping, la brasserie et l'habitation attenante, un contrôle de conformité permettrait de connaître l'état de fonctionnement de cet assainissement non collectif.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 40

8 MISE A JOUR DU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

8.1 SYNTHESE DE LA SITUATION ACTUELLE

La situation actuelle est la suivante :

Pour l'assainissement collectif, la charge organique de la station est en moyenne pour 2018 de 45 %. Il reste donc en théorie un reliquat de raccordement de 555 Equivalents Habitants (55 % de 1000 EH). Le projet d'urbanisme est estimé à 215 Equivalents Habitants. Il resterait donc en théorie après urbanisation un reliquat de raccordement de 340 Equivalents Habitants. La station d'épuration actuelle est donc en capacité d'assurer le traitement des eaux usées actuelles et futures.

La charge hydraulique a été en moyenne pour 2018 de 34,8 %. Le volume collecté est en baisse constante depuis 2013. Les travaux de réhabilitation réalisés sur le réseau ont fortement réduite les entrées d'eaux parasites.

Pour l'assainissement non collectif, le SPANC recensait 132 installations dont 128 ont été visitées. Sur les installations contrôlées, 20 étaient non conformes avec obligation de travaux sous 4 ans ou mise en demeure de faire les travaux.

Pour le raccordement du hameau des Mothès, le coût de branchement par habitation est de 62 345 € soit 10 fois le seuil guide de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne qui est de 7600 € HT. D'autre part, une seule habitation sur les quatre du hameau serait potentiellement à réhabiliter. Compte tenu de cette situation, ce hameau qui était intégré au périmètre collectif passera en assainissement non collectif sous la compétence du SPANC.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 41

8.2 DETERMINATION DU ZONAGE

Compte tenu de cet état des lieux ; la collectivité ainsi que la communauté de communes du Pays de Craon ont décidé de :

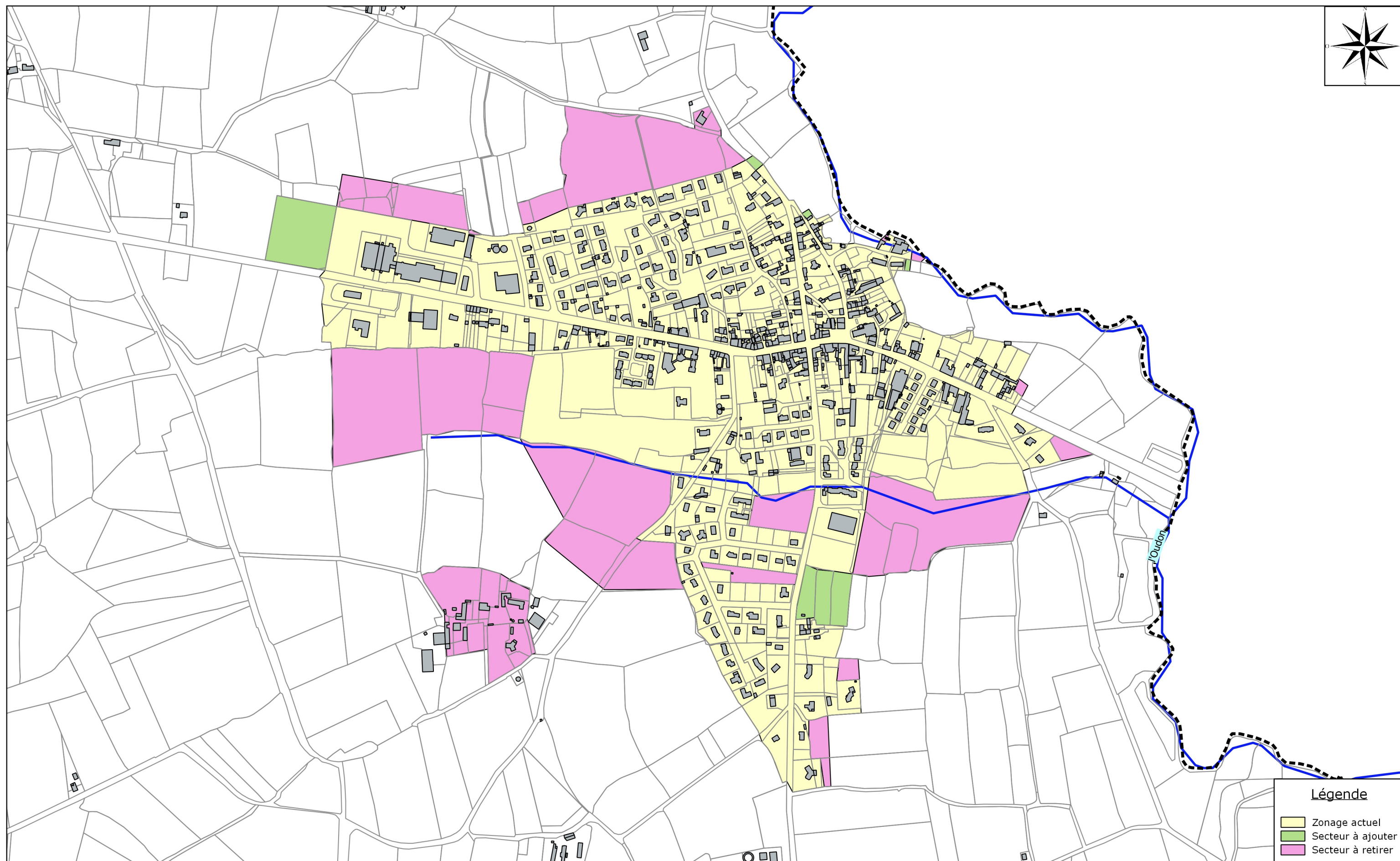
- zoner en assainissement collectif le territoire de la commune selon les plans annexés,
- zoner en assainissement non collectif le reste du territoire de la commune.

Le projet de plan de zonage est présenté page suivante.

8.3 RESEAU PLUVIAL

Compte tenu de la topographie de la commune et des projets d'urbanisation au niveau du bourg, il sera nécessaire de prendre toutes les dispositions nécessaires lors de la réalisation des travaux d'urbanisation pour capter et réguler l'écoulement des eaux pluviales sans porter préjudice aux secteurs situés en aval soit de manière globale soit à la parcelle. Une étude de zonage d'assainissement des eaux pluviales est réalisée en parallèle et permettra de définir par secteur les dispositions à prendre pour réguler les eaux pluviales des secteurs déjà urbanisés et ceux qui seront à urbaniser.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 42



Maître d'ouvrage : Communauté de communes
du Pays de Craon

Opération :

**Révision du zonage d'assainissement des
eaux usées de la commune de Méral**



EF Etudes
4, rue Galilée
BP 4114
44341 BOUGUENAI
Tél : 02 51 70 67 50
Fax : 02 51 70 62 85
www.ef-etudes.fr

Délimitation du zonage d'assainissement Eaux Usées

Echelle : 1:6 000

Janvier 2019

Légende

- Zonage actuel
- Secteur à ajouter
- Secteur à retirer

9 AVERTISSEMENT

Les dispositions résultant de l'application du présent Plan de zonage ne sauraient être dérogatoires à celles découlant du Code de la Santé publique, ni à celles émanant du Code de l'Urbanisme ou du Code de la Construction et de l'Habitation.

En conséquence, il en résulte que :

- La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.
- Qu'un classement en zone d'assainissement collectif ne peut avoir pour effet :
- Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement.
- Ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. (Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 43

par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332-6-1 du code de l'urbanisme.)

Les habitants de la collectivité se répartiront donc entre usagers de "l'assainissement collectif" et usagers de "l'assainissement non-collectif".

9.1 Les usagers relevant de l'assainissement collectif

Ils ont obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

A leur égard, on pourra faire une distinction entre :

Le propriétaire résidant actuellement dans une propriété bâtie :

- Qui devra à l'arrivée du réseau, faire, à ses frais, son affaire de l'amenée de ses eaux usées à la connexion de branchement au droit du domaine public ainsi que prendre toutes les dispositions utiles à la mise hors d'état de nuire de sa fosse devenant inutilisée.

Et qui d'autre part sera redevable auprès de la collectivité :

- Participation à l'Assainissement Collectif (PFAC) fixé par une délibération du Conseil Communautaire. Cette participation n'est pas encore en place au niveau de la Communauté de Communes du Pays de Craon.
- De la redevance assainissement constituée d'une part fixe forfaitaire et d'une part variable en fonction du

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 44

nombre de personnes par logement raccordé au réseau et dont le montant contribue au financement des charges du service d'assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement et l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.

Le futur constructeur :

- Participation à l'Assainissement Collectif (PFAC) fixé par une délibération du Conseil Communautaire qui peut être d'un montant différent que celle demandée pour une habitation existante mais qui ne peut excéder 80% du coût de fourniture et pose de l'installation d'assainissement non collectif qu'il aurait été amené à réaliser en l'absence de réseau collectif,
- De la redevance assainissement constituée d'une part fixe forfaitaire et d'une part variable en fonction du nombre de personnes par logement raccordé au réseau et dont le montant contribue au financement des charges du service d'assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement et l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.

9.2 Les usagers relevant de l'assainissement non-collectif

Ils ont l'obligation de mettre en œuvre et d'entretenir les ouvrages (si la commune n'a pas décidé la prise en charge d'entretien) pour les systèmes non collectifs.

Parallèlement à l'instauration d'un zonage d'assainissement, la Loi sur l'Eau dans son article 35-§I et I §II fait obligation aux collectivités de contrôler les dispositifs d'assainissement non-collectif. La mise en place de ce contrôle technique devait être assurée au plus tard le 31.12.2005.

Les collectivités prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Elles

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 45

peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif. L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat en fonction des caractéristiques des collectivités et notamment des populations totales, agglomérées et saisonnières.

Les dispositions relatives à l'application de cet article ont été précisées par arrêté du 7 Septembre 2009 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les collectivités sur les systèmes d'assainissement non-collectif.

Cette vérification se situe essentiellement à deux niveaux :

- Pour les installations neuves ou réhabilitées : vérification de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages.
- Pour les autres installations : au cours de visites périodiques, vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation, de leur accessibilité, du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration, de l'accumulation normale des boues dans la fosse toutes eaux ainsi que la vérification éventuelle des rejets dans le milieu hydraulique superficiel.

De plus, dans le cas le plus fréquent où la commune n'aurait pas pris en charge l'entretien des systèmes d'assainissement non-collectif, la vérification porte également sur la réalisation périodique des vidanges. Cette périodicité doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile (arrêté du 7 Septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 – article 15) et, si la filière en comporte, sur l'entretien des dispositifs de dégraissage.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 46

A la mise en place effective de ce contrôle, l'utilisateur d'un système non-collectif sera soumis au paiement de "redevances" qui trouveront leur contre-partie directe dans les prestations fournies par ce service technique.

La procédure, les éléments pris en compte et les documents à fournir lors de ce contrôle sont fixées par l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 47

10 ANNEXE 1 : PRINCIPES GENERAUX DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le Document Technique Unifié (DTU) 64.1. du 10 Août 2013 précise les règles de mise en œuvre pour la réalisation de travaux concernant les dispositifs d'assainissement non collectif pour les maisons d'habitation individuelle jusqu'à 20 pièces principales. Ce DTU remplace la norme expérimentale (XP) Mars 2007.

10.1 PRESCRIPTIONS COMMUNES

10.1.1 Règles d'implantation des dispositifs de traitement

L'emplacement du dispositif de traitement doit être situé hors zones destinées à la circulation et au stationnement de tout véhicule (engin agricole, camion, voiture,...), hors cultures, plantations et zones de stockage. Le revêtement superficiel du dispositif de traitement doit être perméable à l'air et à l'eau.

L'implantation du dispositif de traitement doit respecter une distance minimale de 5 m par rapport à tout ouvrage fondé et de 3 m par rapport à toute limite séparative de voisinage. La plantation de ligneux à proximité des épandages peut nécessiter la mise en œuvre de barrières anti-racines destinées à protéger le système d'épandage.

La fosse septique et/ou les autres dispositifs de traitement primaire doivent être munis d'au moins un tampon, permettant l'accès au volume complet de ces dispositifs. Les tampons doivent être situés au niveau du sol fini, afin de permettre leur accessibilité.

10.1.2 Exécution des travaux et mise en œuvre des dispositifs

Les travaux de terrassement doivent être conformes aux prescriptions des normes NF P 98-331. Le terrassement ne doit pas être réalisé lorsque le sol est saturé d'eau. La terre végétale décapée doit faire l'objet d'un stockage sélectif afin d'être réutilisée en recouvrement des dispositifs de traitement. L'exécution des travaux ne doit pas entraîner le compactage des terrains

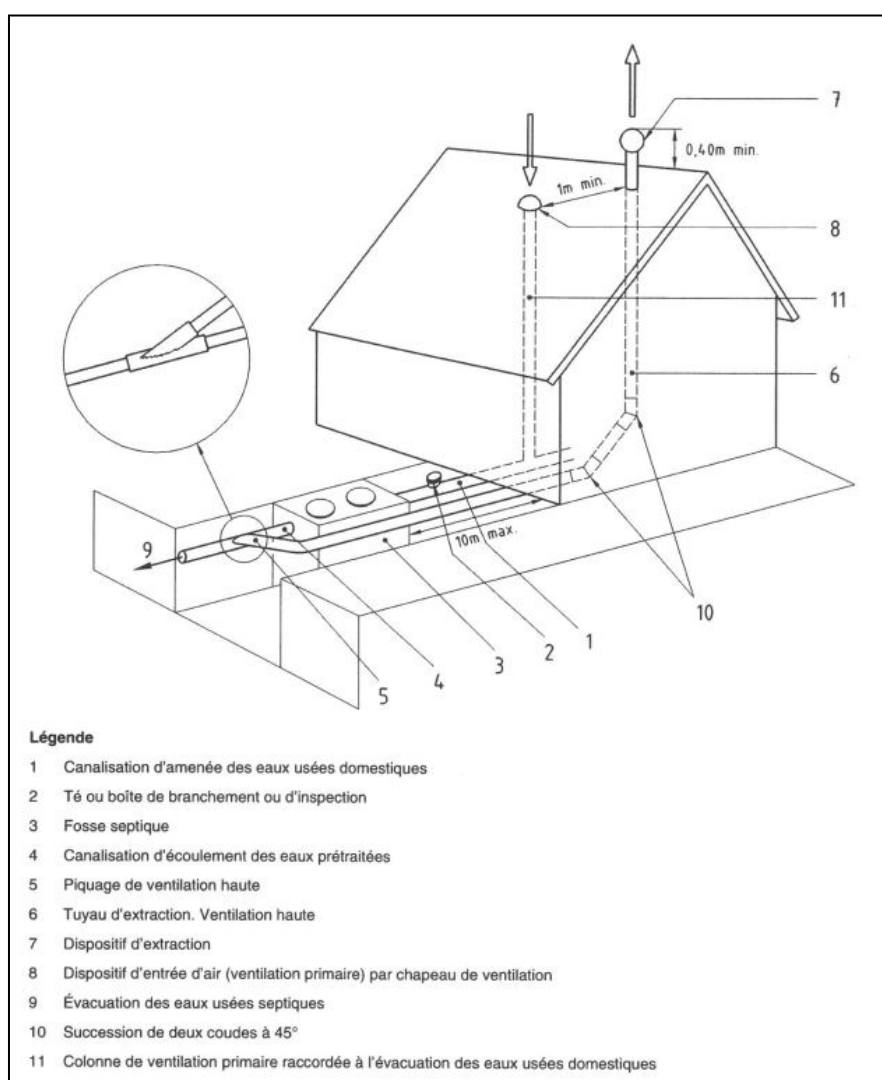
Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 48

réservés à l'infiltration afin de conserver la perméabilité initiale du sol. Les engins de terrassement ne doivent pas circuler sur les ouvrages d'assainissement ainsi qu'à leurs abords à la fin des travaux.

La mise en œuvre des canalisations de liaison en PVC entre les différents éléments de la filière doit respecter les prescriptions de la norme NF DTU 60-33.

10.2 TRAITEMENT PRIMAIRE

La mise en place du traitement primaire respectera les conditions de mise en œuvre décrites dans le DTU 64.1. La ventilation des ouvrages reprendra les éléments du schéma de principe présenté ci-dessous.



Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 49

10.3 TRAITEMENT SECONDAIRE

Pour ce qui concerne les différentes filières de traitement, l'arrêté du 7 Septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 Mars 2012 préconise toujours à l'heure actuelle les mêmes filières d'assainissement listées ci-dessous avec une priorité sur l'utilisation du sol pour le traitement et l'infiltration (tranchées d'épandage). Par contre, ce nouvel arrêté ouvre à l'utilisation de nouveaux procédés qui feront l'objet d'un contrôle de fonctionnement et de résultat selon le protocole fixé par cet arrêté. Lorsque ces filières auront répondu aux différentes exigences, une publication au Journal Officiel permettra leur préconisation au même titre que les filières habituellement préconisées.

L'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 Mars 2012 précise dans son article 17 les modalités de mise en place et d'entretien de toilettes sèches. Ce procédé se limite exclusivement aux eaux vannes. Pour les eaux grises, il sera nécessaire de préconiser une filière autorisée par l'arrêté.

L'arrêté du 7 mars 2012 modifie les prescriptions techniques applicables aux installations d'ANC, afin d'harmoniser l'édifice réglementaire mis en place par les trois arrêtés du 7 septembre 2009 avec les modifications introduites par la loi Grenelle 2.

Les filières traditionnelles sont les tranchées d'épandage, le lit d'épandage, le lit filtrant drainé à flux vertical non drainé, le tertre d'infiltration, le filtre à sable vertical drainé, le lit filtrant drainé à flux vertical à massif de zéolite et le lit filtrant drainé à flux horizontal.

Les autres possibilités font l'objet d'un agrément avec une publication au Journal Officiel. La liste à jour de tous les dispositifs est accessible via Internet sur le site suivant : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>.

Le service SPANC rattaché à votre habitation est la structure dédiée à l'assainissement non collectif pour toute démarche liée à la réalisation et/ou à l'entretien des filières d'assainissement non collectif.

Communauté de communes du Pays de Craon	EF Etudes
Révision du zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Méral	Rapport de présentation Janvier 2019 - 50